FRANCE AMERIQUE LATINE
Comité de Marseille
N° 126 Maison des Associations
93, La Canebière 13001 Marseille

Réunions le premier vendredi du mois à 17h30

Contact : falmarseille@yahoo.fr

La lettre de FAL Marseille
janvier/ février 2012

Sommaire :

- Cuba en pleines réformes économiques et sociales.
- Culture : un film international sur Cuba : 7 jours à La Havane.
- Au Mexique, la faim gagne les campagnes.
- En février : 2 débats qui nous intéressent.
- Littérature : FAL Marseille vous recommande…
- En vente : FAL Mag n°107. Dossier Haïti.
- Bientôt : FAL Mag hors série. Transnationales en Amérique latine, halte au saccage !

France Amérique Latine
Solidarité - Amitiés - Découverte
Internationale entre les peuples

Site de l'association : http://www.franceamériquelatine.org/
Site de FAL voyages : http://franceamériquelatine.fr/

Cuba en pleines réformes économiques et sociales

Par Salim Lamrani, docteur ès études ibériques et latino américaines, enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Invité par France Cuba Marseille en janvier 2011.
Dernier ouvrage « Etat de siège : Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba », Paris, Editions Estrella. 2011

Le modèle économique cubain doit urgemment subir des changements structurels et conceptuels profonds sous peine d'effondrement. Le président cubain Raúl Castro a annoncé : « Soit nous rectifions [ce qui ne marche pas,] soit nous coulons après avoir trop longtemps bordé le précipice ».
Confrontée à des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle, à la crise financière globale et à un problème récurrent de productivité, Cuba se trouve dans l'obligation de réformer en profondeur son système socio-économique afin de préserver ses acquis sociaux et son mode de vie. Si les facteurs externes expliquent en partie les difficultés auxquelles se trouve confrontée la société cubaine, il est impossible d'en éluder les responsabilités internes.

Les difficultés auxquelles se trouve confrontée la société cubaine

Les facteurs externes

Les sanctions économiques
Le principal obstacle au développement économique du pays reste les sanctions économiques que Washington impose de façon unilatérale à La Havane depuis juillet 1960. Unanimement condamnées pour la 19ème fois consécutive par 187 pays en octobre 2010, lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, les sanctions économiques, en plus de bloquer tout commerce substantiel entre les deux nations (sauf certaines matières premières alimentaires depuis 2000), revêtent également un caractère rétroactif et extraterritorial. Elles privent ainsi l'économie cubaine de nombreux capitaux et les exportations cubaines de nombreux marchés à travers le monde et engendrent un surcoût important en raison de l'insularité du pays.

- Loi Torricelli (1992) : toute embarcation accostant à un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois,
- Loi Helms-Burton (1996), tout entrepreneur étranger investissant à Cuba sur des terres nationalisées en 1959 risque de voir ses avoirs gelés aux Etats-Unis.
- Depuis 2004, tout constructeur automobile, quelle que soit sa nationalité, doit démontrer au département du Trésor que ses produits ne contiennent pas un seul gramme de nickel cubain pour pouvoir les vendre sur le marché étasunien. Il en est de même pour toutes les entreprises agroalimentaires souhaitant investir le marché étasunien. Danone, par exemple, devra démontrer que ses produits ne contiennent aucune matière première cubaine.

Les crises économique, financière, énergétique, alimentaire et environnementale
Elles ont eu un impact désastreux sur les pays en voie de développement en général et à Cuba en particulier : envolée des prix des matières premières alimentaires, dont l'île dépend à 83% et dont le prix a été multiplié par deux depuis 2007, baisse du cours des ressources minérales que Cuba exporte (tel que le nickel dont le cours a chuté de plus de 50%), réduction, en raison de la récession économique, du montant des transferts d'argent vers l'île des Cubains des Etats-Unis et chute des revenus du tourisme.

Les catastrophes naturelles
Les cyclones –16 au total entre 1998 et 2008- ont causé des dégâts d'un montant supérieur à 20 milliards de dollars. Les provinces de Pinar del Río, Matanzas et de l'île de Jeunesse ont offert un spectacle de ruine et de désolation. Par ailleurs, les précipitations irrégulières entre novembre 2008 et juin 2010 ont affectés les cultures agricoles et réduit les possibilités d'exportations de certaines matières premières alimentaires (tabac, rhum, sucre).

Les facteurs internes

La bureaucratie

La bureaucratie est un réel problème à Cuba et affecte des pans entiers de la société.
La presse cubaine, qui a longtemps éludé le sujet, n'hésite désormais plus à en dénoncer l'indolence, l'inefficacité et les dérives : deux grands quotidiens cubains Granma et Juventud Rebelde dénoncent avec virulence le poids de la bureaucratie « inoculée dans les veines comme un virus mortel » ainsi que « l'impunité avec laquelle les lois, les normes et même les droits des citoyens sont transgressés ».

La corruption

La corruption est également un phénomène endémique à Cuba et gangrène les niveaux intermédiaires de la structure étatique, y compris les inspecteurs des impôts, et parfois la plus haute hiérarchie. La corruption peut s'expliquer par le marché noir qui s'est substantiellement développé à Cuba depuis la chute de l'Union soviétique et par l'insuffisance du revenu mensuel mais elle touche plus gravement les hauts fonctionnaires occupant des postes à responsabilités. Une étude réalisée en 2005, à la demande expresse de Fidel Castro, avait révélé l'ampleur du vol de combustible dans les 2 000 stations à essence du pays et un audit réalisé en 2011 a montré qu'à peine 46% des entités publiques présentaient un bilan acceptable.

L'absence de culture du débat

L'absence d'une véritable culture du débat critique à Cuba constitue un frein au développement de la nation. Les plus hauts dirigeants sont conscients cette réalité. Ainsi, Raul Castro a dénoncé l'excès de la « culture du secret à laquelle nous nous sommes habitués durant plus de cinquante ans pour occulter les erreurs, les défaillances et les manquements ». Il a appelé à mettre fin « à l'habitude du triomphalisme, de l'autosatisfaction et du formalisme dans le traitement de l'actualité nationale »

Le sectarisme

Des pratiques discriminatoires sont toujours persistantes au plus haut niveau de l'appareil étatique, malgré les efforts déployés par le président de la République lui-même pour y mettre un terme. Raúl Castro a ainsi publiquement dénoncé à la télévision, certaines atteintes à la liberté religieuse, dues à l'intolérance « encore enracinée dans la mentalité de nombreux dirigeants à tous les niveaux ».

Une productivité faible

La productivité est également un problème endémique dans une société habituée à recevoir la même rémunération quelle que soit la qualité et la quantité du travail fourni. Les employés du secteur public ne s'intéressent guère aux problématiques de productivité et d'efficience. Il y en en effet « une absence de culture économique chez la population ».

La soviétisation de l'économie cubaine à partir de 1968, avec la nationalisation de tous les petits commerces, a eu aussi des conséquences désastreuses pour le pays en termes de rendement car Cuba a suivi par mimétisme le modèle russe au lieu d'adapter la politique économique aux particularités nationales.

L'échec de la politique agricole du gouvernement révolutionnaire.

Cuba dispose de terres extraordinairement fertiles et pourrait être un exportateur de matières premières alimentaires. Au lieu de cela, Cuba importe 83% des produits alimentaires qu'elle consomme. Sur les 6,6 millions d'hectares de surface agricole, 3,6 millions restaient en jachère ou sous-exploités en 2008.

Dans une société qui a atteint un niveau de développement humain sans précédant dans l'histoire de l'Amérique latine et du Tiers-monde il est difficile de convaincre des citoyens ayant obtenu des diplômes universitaires d'aller produire du café ou du blé pour obtenir, de toute façon, le même salaire qu'un employé de bureau alors que le métier de la terre est un travail difficile et ingrat.

Pour cela, il est indispensable « que les agriculteurs obtiennent des revenus justes et raisonnables pour leur dur labeur », comme l'a rappelé le président cubain. Ainsi, depuis 2008, des mesures sont prises : plus d'un million d'hectares non cultivés a été concédé – pour des surfaces allant de 13 à 40 hectares – en usufruit gratuit pour une période de 10 ans pour les particuliers et de 25 ans pour les coopératives ainsi que la baisse de 60% du prix du matériel et des produits agricoles..

L'hypertrophie du secteur public et la faiblesse de l'infrastructure productive

L'hypertrophie du secteur public est une réalité indéniable. En effet, l'Etat emploie près de 84% de la population active, qui s'élève à 5,2 millions de personnes. Le suremploi permet d'obtenir une certaine stabilité sociale mais près d'un million d'emplois sont considérés comme peu ou pas productifs.

Une transition démographique avancée

Cuba se trouve à un stade de transition démographique avancée, tout comme l'Argentine, l'Uruguay ou le Chili, en raison de son indice de développement humain élevée. Le pays est donc confrontée au vieillissement de sa population, dont l'espérance de vie est de près de 80 ans, mais également au danger de non-renouvellement générationnel qui affecte l'économie et la société. En effet, le nombre d'habitants a diminué en 2010 en raison du faible taux de natalité.

Les mesures sociales et économiques

Du 1er décembre 2010 au 28 février 2011, un projet de réforme de la politique économique et sociale, élaboré par la Commission de Politique économique du Parti communiste cubain, a été soumis à un vaste débat public avec l'aide de la centrale syndicale du pays. Au total, près de 9 millions de Cubains ont assisté à l'une des 163 000 réunions organisées pour débattre du projet avec un total de 3 millions d'interventions. Le projet de départ a ainsi été modifié à 68% par les citoyens et a été adopté le 1er août 2011.
L'Etat cubain a décidé sur une base quinquennale, d'adapter les dépenses aux ressources disponibles et de réduire au maximum le recours à la dette.
Si le changement de la structure économique semble indispensable, Cuba ne compte pas adopter le modèle économique de marché. Selon le gouvernement cubain, le principe de base reste le même :
« Seul le socialisme est capable de vaincre les difficultés et préserver les conquêtes de la Révolution ».
Ainsi, la planification de l'économie prévaudra sur les règles mercatiques, tout en modernisant la méthodologie, l'organisation et la gestion.

Optimiser l'organisation du travail

- Suppression à moyen terme de près d'un demi-million de postes de fonctionnaires, soit 10% du total, et d'un million d'ici cinq ans. Les fonctionnaires concernés auront trois possibilités : une réaffectation dans un service déficitaire, le travail privé ou l'obtention de terres en usufruit.
  Le gouvernement précise néanmoins que « l'Etat socialiste ne laissera aucun citoyen dans le désarroi et s'assurera, par le biais du système d'assistance sociale, que les personnes ne pouvant travailler, recevront un minimum de protection.
- Ouverture de l'économie étatique au secteur privé, destinée, entre autres, à légaliser une économie informelle croissante, et à récolter des impôts dans un pays peu habitué à la culture fiscale. Le succès a été immédiat et les premiers effets positifs sont apparus avec une augmentation des recettes fiscales de l'Etat au bout de six mois.

Faire face à la pénurie de matières premières

Le gouvernement allouera au secteur privé d'importantes ressources pour l'achat de matériel.
Les plus hautes autorités de l'Etat ont garanti le caractère irréversible des réformes et ont apporté leur soutien aux travailleurs indépendants en annonçant une nouvelle politique bancaire de crédits destinés aux micro-entrepreneurs, en particulier dans le domaine agricole.

En finir avec les interdictions outrancières et les démarches administratives inutiles
Raúl Castro a ainsi appelé à éliminer les nombreuses prohibitions irrationnelles qui ont perduré pendant des années et qui ont favorisé le marché noir, la corruption et à l'impunité.
Une mesure spécifique a été prise concernant les logements et les voitures qui pourront être achetés et vendus par les Cubains ainsi que par les étrangers ayant le statut de résident permanent.

Supprimer la dualité monétaire
Cette mesure mettra fin à l'inégalité entre les Cubains dont le salaire était payé en pesos et ceux du secteur touristique payé en peso convertible (= 26 pesos)

Donner plus d'autonomie aux entreprises et coopératives
Une autonomie plus grande sera octroyée aux entreprises étatiques, aux entreprises aux capitaux mixtes, aux coopératives, aux usufruitiers de terres, ainsi qu'aux petits entrepreneurs privés, sans pour autant permettre une concentration de propriété trop importante. Le pouvoir décisionnel sera décentralisé au profit du secteur entrepreneurial, afin d'obtenir une meilleure efficacité.

Préserver la politique sociale
La priorité est de préserver « les conquêtes de la Révolution », telles que l'accès aux soins médicaux, à l'éducation, à la culture, au sport, aux loisirs, à la sécurité sociale et à la protection des personnes dans le besoin, tout en éliminant les « dépenses excessives ».
Une réorganisation territoriale des centres de soin est prévue, tout comme le développement de la médecine naturelle et traditionnelle, ainsi que la promotion de la médecine préventive.
Le salaire retrouvera un rôle principal au sein de la société afin de « réduire les gratuités non nécessaires et les subventions personnelles excessives, en établissant des compensations pour les personnes dans le besoin » Le carnet de rationnement sera peu à peu supprimé et compensé par des augmentations salariales.
L'alimentation sociale dans la sphère des services de santé et d'éducation est préservée « pour protéger la population vulnérable ». Les cantines ouvrières resteront ouvertes mais elles seront désormais payantes et non subventionnées.

Développer l'industrie pharmaceutique et biotechnologique
Cette industrie est l'un des fleurons économiques de la nation cubaine et représente la quatrième source de revenus pour l'île après les prestations de services, le tourisme et le nickel. L'objectif est d'atteindre une souveraineté technologique dans ce domaine et de renforcer la politique de dépôt de brevet et de propriété industrielle sur les principaux marchés internationaux.

Aller vers plus d'indépendance énergétique
Cuba doit réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et élever la production de pétrole et de gaz en exploitant les gisements sous-marins récemment découverts dans le Golfe du Mexique, et augmenter sa capacité de raffinement afin de réduire l'importation de produits dérivés. Néanmoins, de lourds investissements sont nécessaires et l'île ne dispose pas des ressources pour les financer. De la même manière, l'énergie utilisée pour des activités productives de biens ou de services ne sera plus subventionnée et une augmentation des tarifs électriques est en place depuis octobre 2010 pour les grands consommateurs, c'est-à-dire les 5,6% de population qui utilisent plus de 300 kilowatts/heure par mois.

Améliorer les services touristiques
Dans le secteur touristique, seconde source de revenus de la nation, la priorité est donnée à l'amélioration de la qualité des services fournis – encore en dessous des standards internationaux –, ainsi qu'à la diversification des destinations touristiques à l'intérieur du pays pour éviter des concentrations trop importantes de vacanciers. De la même manière, pour augmenter la capacité d'hébergement du pays, les particuliers pourront désormais louer plus facilement une partie de leur logement.

Résoudre les problèmes de logement

Le parc immobilier est insuffisant et souvent dans un état précaire. L'île nécessite la construction de 100 000 logements par an. La construction de logements ne sera plus une tâche exclusive de l'Etat : le secteur privé pourra désormais s'acquitter de cette activité.

Développer le transport

C'est l'un des graves problèmes qui a un impact aussi bien sur la vie économique que sur le bien-être de la population. Le réseau doit être modernisé, réorganisé et surtout développé. Les réseaux ferroviaire et maritime constituent une priorité notamment pour des raisons économiques et environnementales. Les ports nationaux doivent être agrandis pour des raisons commerciales.

On le voit : Cuba est face à de grands défis pour entrer dans le XXIème siècle tout en ne lâchant rien sur les acquis de la Révolution et en ne se soumettant pas aux lois du marché.
Les réformes en cours permettront-elles d'améliorer les conditions de vie de la population et de réaliser le mot d'ordre de Pouvoir Populaire ? L'avenir nous le dira…..

http://www.alterinfos.org/spip.php?article5248: **synthèse de Danièle Coll- Figueras (FAL Marseille)**
Photos : Cathy Ferré (FAL Marseille)

Pour en savoir plus :

http://observatoriocriticodesdecuba.wordpress.com/2012/01/06/reformas-e-izquierda-en-cuba-miradas-al-presente/
http://www.lesamisdecuba.com/
http://www.francecuba.org/
http://www.rfi.fr/emission/20110625-1-cuba
http://www.legrandsoir.info/_LAMRANI-Salim_.html

Bientôt sur nos écrans : "7 jours à la Havane"

Ce film retrace sept histoires qui se déroulent à La Havane au cours d'une semaine.

Sept histoires réalisées par sept grands cinéastes internationaux:

Benicio Del Toro, Pablo Trapero, Elia Suleiman, Julio Medem, Gaspar Noé, Juan Carlos Tabio et Laurent Cantet.

Ecrit par grand romancier cubain Leonardo Padura.

Un portrait de la capitale cubaine, à travers plusieurs regards.

La Havane a un attrait sans pareil : magique et réelle, c'est un lieu de rencontres et de séparations, un espace peuplé de fantômes, d'âme et de cinq siècles de mémoire.
Une ville chantée, peinte, décrite, filmée. Toute une légende !
Le cinéma cubain a tenté de capter son enchantement.
Les réalisateurs cubains qui l'ont filmée sont nombreux : Tomas Gutiérrez Alea (Mémoires du sous-développement et Fraise et chocolat); Fernando Pérez (Suite Havana, Madagascar, La vida es silbar); Humberto Solas (Le siècle des lumières, Cecilia, Barrio Cuba, Un hombre de éxito); Gerardo Chijona (Un paraiso bajo las estrellas et Perfecto amor equivocado) ; Juan Carlos Tabio (Se permuta et Plaff), pour n'en citer que certains.
Aujourd'hui, ce sont sept réalisateurs étrangers, ensorcelés par la Ville des Colonnes, comme l'a surnommée Alejo Carpentier, qui ont recherché son visage et l'ont choisie comme protagoniste indiscutable du film 7 dias en La Habana.

Ce film est composé de sept brèves histoires, correspondant à chaque jour de la semaine, et réalisées par l'argentin Paul Trapero, le palestinien Elia Suleiman, l'espagnol Julio Medem, le franco-argentin Gaspar Noé, le cubain Juan Carlos Tabio, le français Laurent Cantet, le portoricain Benicio del Toro.

Comme le célèbre acteur cubain Jorge Perugorria l'a déclaré, 7 dias en La Habana est une chance pour le cinéma cubain qui donne l'occasion à des réalisateurs de cette catégorie de tourner dans l'île.
« Au-delà de la bigarrure de ses styles architecturaux, la rue havanaise est un spectacle perpétuel : théâtre, caricature, drame, comédie… Mais il y a en elle de la matière vivante, de l'humanité, des contrastes, qui peuvent faire les délices de tout observateur ». (Alejo Carpentier)

"7 jours à la Havane"

Sept regards sur la réalité de la société cubaine actuelle
Une nouvelle tentative internationale de s'approcher de la ville

http://www.granma.cu/frances/index.html

Au Mexique, la faim gagne les campagnes

Les agriculteurs mexicains ont remporté une première victoire contre la sècheresse historique qui frappe la moitié du Mexique : mardi 24 janvier, le président Felipe Calderón a annoncé un plan d'urgence de 33,8 milliards de pésos (1,9 milliard d'euros) pour affronter les pénuries d'eau dans 19 des 32 Etats du pays.

"Ce succès ne suffira pas devant l'ampleur des dégâts", met cependant en garde Abraham Montes, dirigeant de la Confédération mexicaine paysanne (CNC), membre de la Caravane de la faim qui a parcouru, du 16 au 22 janvier, plus de 2 000 km en direction de Mexico pour dénoncer le manque d'aides publiques.

"Nous sommes les "indignés" des campagnes !", a martelé M. Montes aux côtés de centaines de paysans du nord et du centre du Mexique, qui ont traversé les Etats les plus affectés.

A Mexico, les 10 tracteurs et 40 chevaux de la caravane ont bloqué durant trois jours une avenue du centre-ville pour alerter les autorités sur l'urgence de la crise, provoquée par la plus forte sécheresse depuis soixante et onze ans, encore renforcée par le déficit hydrique lié au gel hivernal de 2011.
Conséquence : 2 millions d'hectares de cultures ont été dévastés et 450 000 têtes de bétail sont mortes dans 1 200 municipalités du pays, selon le ministère de l'agriculture.
"Depuis un an et demi, le manque de pluie nous empêche d'arroser les cultures, de nourrir les bêtes et de produire des graines pour semer la saison prochaine, raconte Roque Solis, éleveur de bovins dans l'Etat de Chihuahua (nord). ***J'ai déjà perdu 30 de mes 200 vaches. Les autres mourront aussi si l'aide publique n'arrive pas d'ici le mois de mai."***

Chihuahua est l'une des régions les plus affectées par la baisse des précipitations, évaluée entre 40 et 50 % par rapport au niveau pluvial habituel. Même paysage de désolation dans les Etats de Coahuila (nord-ouest), Durango (nord-ouest), Zacatecas (nord) et San Luis Potosi (nord-est), où des carcasses de bœufs gisent sur des sols craquelés. Pis, certaines municipalités n'ont plus d'eau potable. ***"Les conséquences risquent d'être dramatiques puisque trois de ces cinq Etats produisent 80 % des haricots mexicains, à la base de l'alimentation des populations rurales pauvres. Une part importante de cette production est autoconsommée"***, s'alarme Alfonso Ramirez Cuellar, dirigeant de l'organisation paysanne El Barzón.

Les 220 000 Indiens Tarahumara sont les plus menacés par la famine. Ils vivent isolés dans les montagnes et canyons arides de l'Etat de Chihuahua. ***"En janvier, six Indiens sont morts de faim, après 28 décès similaires en 2011"*** avertit Tomas Ruiz, représentant du Conseil suprême des Tarahumara à bord de la Caravane de la faim.
Face à l'urgence, les Mexicains se mobilisent pour collecter des vivres dans tout le pays.

Le gouvernement a aussi déclenché, en collaboration avec la Croix-Rouge, un plan d'aide qui distribue, depuis le 17 janvier, des milliers de colis humanitaires. ***"Personne ne mourra du manque d'eau ou de nourriture"***, s'est engagé, mardi, le président Felipe Calderón, en annonçant son programme contre la sécheresse de près 2 milliards d'euros.
Ce dernier prévoit notamment l'envoi de 40 000 camions-citernes, le forage de puits et la constitution de réserves de maïs et de haricots. ***"Un investissement sans précédent"***, a souligné M. Calderón, qui a affirmé que cette sécheresse était ***" l'une des expressions les plus dramatiques du changement climatique".***
Un avis que ne partage pas Humberto Rodarte, spécialiste de l'environnement à l'Institut technologique de Monterrey : ***"Le réchauffement climatique accentue l'aridité. Mais les conséquences actuelles de la sécheresse sont plutôt liées à la déforestation et à l'irrigation abusive de zones désertiques pour les rendre cultivables. Le plan gouvernemental arrive tard, alors que les Indiens et les petits agriculteurs sont délaissés, depuis des années, par des politiques publiques qui manquent de planification et ne luttent pas assez contre la corruption."***
En 2011, seuls 40 % des 937 millions de pesos (54,8 millions d'euros) d'aides contre les pénuries d'eau, alloués à 19 Etats, ont été reversés aux producteurs.
Même scepticisme du côté des organisations paysannes : ***"Le plan du gouvernement ne règle pas les problèmes de fond,*** déplore Abraham Montes de la CNC. ***Sans compter que nos demandes concernant la pénurie de graines ou le contrôle des prix ne sont pas satisfaites."***

Mardi, la Caravane de la faim a néanmoins levé son campement au centre de Mexico. Le gouvernement ayant promis de lancer, à partir du 1er février, une nouvelle négociation sur les programmes alimentaires et les aides à la consommation.
"Le temps presse, avertit Alfonso Ramirez Cuellar d'El Barzón***. Les prix des aliments de base risquent de flamber."*** D'autant que la sécheresse devrait perdurer en 2012, selon la Commission nationale de l'eau. ***"Les migrations des Indiens vers les villes pourraient alors s'accentuer"***, s'inquiète Abel Rodriguez, spécialiste des Tarahumaras à l'Ecole d'anthropologie de Chihuahua, qui précise qu'environ 20 000 d'entre eux ont déjà quitté leurs terres ancestrales.

Frédéric Saliba, correspondant du journal Le Monde, 26 janvier 2012
http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/01/26/au-mexique-la-faim-gagne-les-campagnes_1635032_3244.html

---

En février : 2 débats qui nous intéressent

Jeudi 9 février 19h30 à l'Equitable Café
CAFÉ REPAIRE : L'EAU DU VAR À LA BOLIVIE
Avec Michel Partage, maire de Varages, village devenu un symbole après avoir récupéré la gérance de son eau, administrateur du comité de bassin Rhône Méditerranée, président du comité de pilotage du SAGE (Schéma Aménagement de la Gestion de l'Eau) Rhône Méditerranée, administrateur du CNE (Comité National de l'Eau) et conseiller général du Var.
Après avoir lancé l'appel de Varages avec la fondation France Libertés, Michel Partage a témoigné de son expérience au forum mondial de l'eau à Mexico puis au forum social mondial de Nairobi.
Ce café repaire sera un bon avant goût des rencontres, débats et projections qui se tiendront du 11 au 18 mars à Marseille, lors du Forum alternatif mondial de l'eau, à l'initiative d'associations, de syndicats, d'ONG, de citoyens et d'élus de toute la planète. Face à la situation dramatique de milliards d'humains privés du droit à l'eau, face à l'insuffisance des engagements de la communauté internationale, le FAME sera le rendez-vous de toutes celles et ceux qui se battent contre l'accaparement des terres et de l'eau. http://equitablecafe.org/

Vendredi 17 février de 18h à 22h Au Théâtre Toursky
Meeting du Collectif 13 pour un Audit Citoyen de la dette publique (CAC 13)
Ce meeting marquera le lancement de la campagne du collectif sur le département.
Avec Damien Millet, CADTM co-auteur du livre "La dette ou la vie"/
Sonia Mitralia, membre du comité grec contre la dette/ Frédéric Larrivée, secrétaire syndical CGT Trésor 13/ Djamila Z, militante à Picon Busserine contre le projet immobilier ANRU/
Christiane Marty, membre du Collectif national pour un Audit Citoyen de la dette/ Anne-Marie Alary, du CAC 13

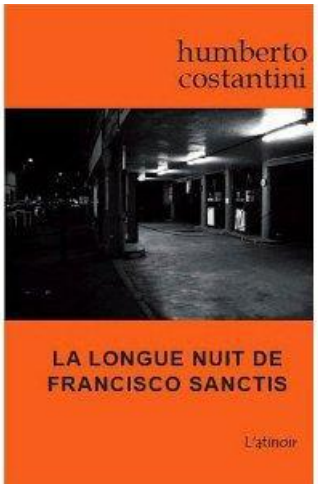
D'où vient la dette ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Qui détient ses titres ? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations ?
Dans toute l'Europe et en France il est urgent que la dette publique fasse enfin l'objet d'un vrai débat démocratique. ***Signez l'appel pour l'audit de la dette :*** **http://www.audit-citoyen.org**

Littérature :

FAL Marseille vous recommande…

La longue nuit de Francisco Sanctis

Roman de Humberto Constantini
(Buenos Aires, 8 avril 1924– 7 juin 1987)
Éditions L'Atinoir. Marseille.
Prix : 15€
Traduction de Jean-Jacques et Marie-Neige leury.



Auteur d'une oeuvre encore peu traduite en français, Humberto Constantini est issu d'une famille de juifs italiens immigrés en Argentine.
Militant contre les dictatures (1974-1983), il doit s'exiler au Mexique où il écrit la plupart de ses oeuvres.
« La longue nuit de Francisco Sanctis » est la nuit de la dictature miliatire.
L'action resserrée sur une seule nuit acquiert l'intensité d'une urgence.
Une petite boulotte binoclarde, connue sur les bancs de l'université, réapparaît dans la vie tranquille de Francisco Sanctis pour lui demander d'avertir des opposants qui seront arrêtés avant le lever du jour.
Sanctis ne connaît que les noms, les adresses et n'a que quelques heures pour remplir sa mission.
La police de la dictature est moderne, et les services spéciaux sont chargés de pourchasser et d'arrêter les résistants.
Cette « longue nuit » sera pour Francisco Sanctis une nuit de trouille……

C'est un roman haletant où le cœur du lecteur bat au rythme de celui de Sanctis. Un roman nocturne où les repères sont brouillés et où rien ne vient éclairer la manipulation dont le lecteur devine que Sanctis fait l'objet.

Extraits de la préface de Luis Bruschtein

Costantini est mort depuis plus de vingt ans, ses oeuvres n'ont été jusqu'à présent que très peu rééditées, il est difficile de se procurer les éditions originales….. Costantini est «un écrivain maudit et oublié par le système». ……..
Durant la dictature militaire (1976-1983), il s'est exilé au Mexique ; après le départ des militaires, alors que ses livres ne faisaient l'objet d'aucune interdiction, il n'a été ni lu ni réédité, et c'est bien là un signe tangible de la victoire de la dictature au niveau de la culture. De la dictature ou de la peur, ce qui revient au même dans ce cas précis. ….
À la fin de son exil, il a découvert qu'il n'existait plus, qu'on le donnait pour mort comme écrivain……..
Ses recueils de nouvelles et de poèmes, ses romans, ses oeuvres pour enfants, ses pièces de théâtre, avaient été publiés aux États-Unis, au Mexique, en URSS, en Espagne, en Israël, à Cuba, en Italie, en Allemagne, et dans d'autres pays, mais lorsqu'il revint en Argentine, peu de gens le connaissaient ….
Dès lors il entreprit de gagner sa vie grâce à ses ateliers d'écriture de nouvelles et à un spectacle dans un bar de Palermo où il récitait ses textes, accompagné d'un piano et parfois, d'un bandonéon.
Il ne se laissa pas décourager, mais un cancer eut raison de lui trois ans après son retour au pays, en 1987, à l'âge de 63 ans. Il fut sans aucun doute l'exilé argentin qui souffrit le plus de son éloignement de Buenos Aires ……..

http://www.lechoixdeslibraires.com/livre-111169-la-longue-nuit-de-francisco-sanctis.htm
http://www.elortiba.org/hconst.html http://www.ladepeche.fr/article/2012/01/29/1272291-la-longue-nuit-de-francisco-sanctis.html

Le nouveau FAL MAG est arrivé

Passez commande! Acheter un Fal Mag est aussi un geste militant pour soutenir l'association.
FAL Magazine est une revue trimestrielle éditée par l'association France Amérique Latine.

Toutes les informations et les sommaires des numéros parus : www.franceamériquelatine.org.

5 numéros par an (4 + un Hors-série) :
Abonnements + adhésion à l'association : 40 €/ étudiants et chômeurs : 25 €.
Abonnement sans adhésion : 27 €/ Prix au numéro : 4€.

Pour commander ce numéro ou l'un des anciens numéros : 40ans@franceamériquelatine.fr
Merci de faire parvenir par courrier un chèque à l'ordre de FAL :
France Amérique Latine - 37 Boulevard Saint Jacques - 75014 Paris – France.

Toujours en vente
FAL MAG 107: Haïti, 2 ans après

DOSSIER : Haïti, 2 ans après

- Le peuple haïtien ne peut plus attendre.
- ONG : perversion de la solidarité
- Le peuple haïtien et ses dirigeants.
- Les femmes : une force dans la reconstruction
- État du syndicalisme en Haïti.
- Evry et Elisée, Haïtiens en France.
- Rêves et espoirs de jeunes en Haïti.
- Une école sous le signe de la solidarité.

ACTUALITES :

- Le réveil des mouvements sociaux au Chili. *)*
- Colombie : le pardon aux morts.

ANALYSE :

Au pied de son arbre...Ricardo Carrere à tout jamais.

CULTURE(S) :
Rénold Laurent : la force imaginative

Bientôt en vente : FALMAG HORS-SÉRIE 2011

Transnationales en Amérique latine, halte au saccage

- **T**raité de Libre échange entre l'Union Européenne et la Colombie
- **A**tteintes aux droits des agriculteurs du Brésil : entreprises transnationales, transgéniques et contamination génétique
  Dans le Haut São Francisco du Brésil : la monoculture de la canne à sucre dévaste la savane
  L'ir-responsabilité sociale corporative de Gas Natural Fenosa au Nicaragua, en Colombie et au Guatemala
  L'initiative Yasuní-ITT en Equateur : actualités d'un projet révolutionnaire
  Mobilisations G8-G20 à Nice